

## SHORT NEWS

## Stufenmodell, aber nicht zum Sparen

(rg) - Nicht nur bei der Reform der Gemeindefinanzierung kommt die konjunkturelle Lage der Politik zugute: Während die Reform der Pflegeversicherung der blau-rot-grünen Regierung als Sparmaßnahme Einzug in deren „Zukunftspak“ gefunden hatte, ist von Kostenreduktion nicht mehr unbedingt die Rede. Zwar soll eine Verschlinkung des administrativen Aufwands auch dabei helfen, Kosten einzusparen, doch soll an den Grundparametern nicht gerüttelt werden. Die Dotierung seitens des Staates bleibt bei 40 Prozent und auch der Beitragssatz bleibt bei 1,4 Prozent der Einkommen - weiterhin ohne Beteiligung der Arbeitgeber. Die gefürchtete Kostenexplosion soll ausbleiben, weil die Zahl der Pflegefälle nicht mehr so stark anwächst wie noch vor einigen Jahren. Bis 2035 soll die Finanzierung garantiert sein. Das von den Gewerkschaften und den Pflegeleistern kritisierte Stufenmodell wird eingeführt, allerdings versichert Sozialminister Romain Schneider, dass es nicht zu einer Nivellierung nach unten kommen soll. Jetzt hängt es an den Ausführungsbestimmungen, die im Herbst folgen sollen, um erlauben zu können, ob die angedachten Vereinfachungen nicht komplizierte Kontroll- und Dokumentationsprozesse mit sich ziehen.

Bio-Agrar-Präis :  
Biog et le Lycée agricole à l'honneur

(da) - Le Lycée technique agricole d'Ettelbrück et la laiterie biologique « Biog-Molkerei » sont les lauréats du huitième « Bio-Agrar-Präis », décerné par le ministère de l'Agriculture. Créé en 2009, le prix a pour vocation de récompenser les efforts dans le domaine de l'agriculture biologique. Il est divisé en deux catégories : « agriculteurs biologiques » et « transformateurs, distributeurs et organisations actifs dans le secteur de l'agriculture biologique ». Si le Lycée technique agricole reçoit le prix « agriculteurs biologiques », c'est surtout pour son engagement visant à intégrer des méthodes de production biologiques et axées sur le développement durable dans ses programmes. La coopérative paysanne Biog s'est elle vu récompenser pour sa toute nouvelle laiterie. Créée début 2016, celle-ci est le résultat de la fin de la collaboration entre Biog et Luxlait. En coopération avec une laiterie belge, « Biog-Molkerei » transforme du lait biologique issu de la région et offre une gamme de produits à base de ce lait, tout en essayant de payer un prix équitable aux producteurs affiliés à la coopérative. Le « Bio-Agrar-Präis » est doté de deux fois 2.000 euros et s'inscrit dans le plan d'action national de la promotion de l'agriculture biologique.

CO<sub>2</sub>: Große Zertifikate-Verbrennung

(lm) - Do it yourself! Das scheint angesichts der steckengebliebenen Reform des Europäischen Emissionshandelssystems ETS (woxx 1377) die beste Option zu sein. Nach Informationen des Deutschen Naturschutzrings plant Schweden, Millionen von CO<sub>2</sub>-Zertifikaten aufzukaufen, um sie dann zu entwerten. Derzeit sind aufgrund des Überangebots die Preise so niedrig, dass das ETS keinen Anreiz zum Energiesparen bietet. Oslo hat vorgesehen, über 30 Millionen Euro jährlich auszugeben, was etwa sieben Millionen Zertifikaten entspricht. Auch andere Mitgliedstaaten denken über diese „Lösung“ nach. Luxemburg dagegen könnte mit ein bisschen Glück demnächst einen ähnlichen Beitrag leisten, ohne das Scheckheft zu zücken. Seit Dienstag liegt die Stellungnahme der Generalanwaltschaft des EU-Gerichtshofs im Rechtsstreit zwischen Luxemburg und Arcelormittal vor. Dabei geht es um Emissionsrechte, die dem Stahlproduzenten fälschlicherweise vor der Werkschließung in Schifflingen zugestanden worden waren. Der Staat fordert die Rückgabe der Emissionsrechte, doch Arcelormittal hält dies für eine unzulässige Enteignung. Die Staatsanwaltschaft hat nun die Sichtweise Luxemburgs bestätigt - das Urteil steht allerdings noch aus.

## AKTUELL

ÉDUCATION NATIONALE

## Bricoles

David Angel

**La Chambre a adopté, avec les voix de la majorité, une réforme de la procédure d'orientation de l'enseignement fondamental vers le secondaire. Une « réformette » qui pourrait entraîner des différences de traitement.**

Ce sont des semaines chargées pour Claude Meisch. Alors que le nouveau cours « Vie et société » (voir Thema p. 6) doit débiter à la rentrée, le ministre de l'Éducation nationale veut présenter son projet de réforme de l'enseignement secondaire (woxx 1355) avant l'été. Afin d'atténuer les tensions au sein du corps enseignant, apparues au cours du conflit autour d'une série de mesures d'économies, l'ancien maire de Differdange est « on tour ». Il a visité 25 écoles au cours des derniers mois, afin d'entrer en contact avec profs et étudiants - et de contourner les syndicats. Il y a un an, au pic du conflit qui l'opposait à ces derniers, il avait annoncé vouloir « trouver d'autres voies de dialogue avec les enseignants » (woxx 1323).

Peu étonnant donc que certaines réformes ne bénéficient pas de l'attention dont elles pourraient bénéficier. Ainsi, celle de la procédure d'orientation de l'enseignement fondamental vers le secondaire : une procédure qui sera considérablement simplifiée, sans pourtant remettre en cause le principe même d'une « sélection » à l'âge de 12 ans - ce que n'a d'ailleurs pas manqué de reprocher au ministre le député Déi Lénk David Wagner lors du débat à la Chambre. Par manque de courage politique, les gouvernements successifs ne procéderaient que par « bricoles » concernant l'orientation.

La réforme prévoit d'entamer la procédure d'orientation dès le cycle 4.1 - ce qui était jadis la cinquième année d'enseignement primaire - et d'impliquer davantage les parents d'élèves. Ainsi, le « conseil d'orientation », composé de l'enseignant de la classe, d'enseignants du secondaire et de l'inspecteur, et qui prend la décision d'orientation à l'heure actuelle, sera aboli. La décision sera prise d'un commun accord entre enseignant et

parents. En cas de désaccord, une commission d'orientation nationale siégera. L'« examen de recours », prévu pour le cas où des parents s'opposeraient à la décision finale, sera lui aussi abrogé.

Différences de traitement  
en vue

Pour la députée CSV Martine Hansen, l'abrogation de cet ultime recours ne laisserait aux parents mécontents d'autre choix que d'engager une procédure judiciaire devant la juridiction administrative. Avec, à la clé, des différences de traitement, puisque seuls les ménages aisés pourraient envisager une telle action.

Les différences de traitement, le syndicat d'enseignants SEW les craint aussi. Ainsi, rien que pendant les



© PINK FLOYD

« négociations » entre parents et enseignant, les parents pourraient abuser de leur influence ou de leurs talents rhétoriques afin d'obtenir gain de cause. De plus, en cas de désaccord, les enseignants seraient obligés d'argumenter « contre les élèves » devant la commission d'orientation nationale afin de justifier leur position. La commission, elle, ne pourrait décider en connaissance de cause, puisqu'elle statuerait uniquement sur base d'un dossier, sans connaître l'élève en question. Par ailleurs, dans des cas où la commission prendrait des décisions contraires à l'avis de l'enseignant, l'autorité de ce dernier serait compromise au sein de l'école.

La réforme de la procédure d'orientation a été adoptée par la Chambre, mardi, avec les seules voix de la majorité. Claude Meisch, lui, continue sa course contre la montre pour finaliser ce qu'il y a à finaliser avant les vacances.